

avec le blé, les bovins de boucherie et l'uranium, ont surtout eu pour tendance de dissimuler un état de choses, dans notre commerce d'exportation, qui inquiéterait vraiment ceux qui étudient attentivement la question. Ainsi, l'exportation des bas métaux et de l'aluminium a décliné, ce qui, j'imagine, doit inquiéter considérablement le ministre. Il est tout à fait vrai qu'en ce qui concerne le total des chiffres, l'augmentation des exportations d'uranium a fait beaucoup pour contrebalancer cela, mais je crois qu'il y a lieu de discuter ces questions.

Puis il y a la question de l'exportation du pétrole. Je crois que nous nous inquiétons tous, à bon droit, de la restriction volontaire de 15 p. 100 à l'importation du pétrole aux États-Unis, laquelle restriction s'applique tant au Canada qu'à d'autres pays. Il y a un autre aspect à cette situation, il va sans dire. Pour ma part, j'estime qu'il est indispensable pour notre défense de mettre en valeur toutes nos ressources de pétrole et je ne parviens nullement à comprendre pourquoi,—pour peu qu'on accepte ce point de vue,—il faut que les puits de pétrole se trouvent nécessairement du côté américain de la frontière. Si ces puits ont une importance militaire stratégique,—comme je le crois,—alors il est certain que les puits de pétrole au Canada sont aussi nécessaires à mettre en valeur que ceux qui se trouvent aux États-Unis. J'espère que le gouvernement persévéra dans ses efforts pour lever cet obstacle.

J'ai un autre petit reproche à faire au gouvernement à propos d'un autre aspect de la question. Les puits de pétrole ne peuvent toujours être exploités sans qu'on s'occupe aussi d'en extraire le gaz, car il n'y a pas moyen de supprimer le flot du gaz pendant qu'on recueille le pétrole, et je suis d'avis que la mise en valeur de la production du pétrole et du gaz a souffert, tant du point de vue de l'exportation que du point de vue de la consommation nationale, du fait que le gouvernement n'a annoncé aucun programme depuis qu'il a pris le pouvoir en juin 1957. Nombre de partisans du gouvernement,—notamment les nouveaux,—qui ont pris la parole lors du débat sur le discours du trône et sur l'exposé budgétaire, ont donné l'impression que l'histoire du monde a commencé le 10 juin 1957, et je n'ai pu m'empêcher alors d'espérer qu'ils diraient quelque chose à propos des questions qui intéressent le bien-être du pays et qu'ils analyseraient,—comme sans doute ils auraient pu s'ils y avaient pensé,—les dommages causés à l'économie du fait que le gouvernement n'a pas formulé un programme à cet égard.

[M. McIlraith.]

La nomination d'une commission royale sur l'énergie a été annoncée très tôt pendant la législature précédente mais cette commission n'a pas commencé à siéger alors et, pour ma part, je n'ai jamais pu comprendre comment il se faisait que le gouvernement ait pu ignorer que le président serait absent du pays jusqu'en décembre, et le long délai que cette absence entraînerait. Je ne puis qu'espérer que le gouvernement formule et présente son programme bientôt avant qu'un dommage plus considérable soit causé par suite d'un prolongement de ce délai. Le résultat de la création de la commission, du manque de déclaration de programme par le gouvernement et de l'incertitude concernant sa politique a été d'empêcher et de retarder le déboursé des deniers nécessaires à la mise en valeur de cette industrie.

Ce n'est pas sans intérêt qu'on a écouté le ministre aujourd'hui. Je me souviens très bien, en 1957, d'avoir vu et entendu le premier ministre faire part à la télévision de cette magnifique nouvelle du détournement de 15 p. 100 de nos échanges commerciaux des États-Unis vers le Royaume-Uni. Le gouvernement allait détourner les importations des États-Unis au bénéfice du Royaume-Uni. C'était fort intéressant de relever à l'époque la réaction suscitée par cette communication. Ce n'est pas moins intéressant aujourd'hui de constater que le ministre n'a pas directement soufflé mot de cette grande mission. La raison en est évidente. Sans doute le ministre était-il parfaitement libre de le faire, s'il le jugeait à propos mais je ne puis me défendre de l'impression que son silence se fondait sur des considérations d'ordre politique. Ce programme était tout à fait fautif, irréalisable et préjudiciable pour notre pays.

**L'hon. M. Chevrier:** Il est tombé à plat.

**M. McIlraith:** Oui, il est tombé à plat.

**L'hon. M. Churchill:** Comme le parti libéral le 10 juin 1957.

**M. McIlraith:** Si j'ai bien compris le ministre, il nous disait tout à l'heure qu'il était prêt à collaborer avec tous les pays à la suppression des restrictions et à l'expansion du commerce. En l'écoutant s'exprimer ainsi, je me demandais s'il songeait à la déclaration faite l'an dernier à Mont-Tremblant par le chancelier britannique lorsque celui-ci avait soumis une proposition tendant à assurer la liberté des échanges avec le Canada.

**M. Pallett:** Quel accueil feriez-vous à cette proposition?

**L'hon. M. Pearson:** Nous avons répondu une demi-douzaine de fois à cette question.